

**Nations unies - Conseil de sécurité -
Débat ouvert sur les enfants dans les
conflits armés - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 09 juillet 2018)

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences, chers collègues,

Je tiens tout d'abord à remercier la présidence suédoise du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat ouvert sur l'agenda "enfants dans les conflits armés", qui est pour nous absolument prioritaire. Je remercie également la présidence suédoise d'avoir porté la résolution importante que nous venons d'adopter. C'est un vrai privilège d'avoir le Premier ministre de Suède avec nous pour présider ce débat essentiel.

Je voudrais aussi remercier la représentante spéciale du Secrétaire général, Virginia Gamba, la directrice exécutive d'UNICEF, Henrietta Fore, ainsi que Yenny Londoño pour leurs présentations très éclairantes et inspirantes.

Je tiens plus largement à remercier les acteurs, notamment ceux de la société civile, qui travaillent quotidiennement sur le terrain pour protéger les enfants. Ils méritent notre admiration et notre soutien.

Je reviendrai d'abord sur la hausse préoccupante du nombre de violations des droits des enfants, qui doit nous conduire à rester plus que jamais mobilisés et à faire le meilleur usage des précieux outils que ce Conseil a adoptés (1). Ensuite, dans le cadre de la méthode proposée par le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors du débat ouvert du 31 octobre dernier, je proposerai plusieurs nouveaux axes de travail pour les mois à venir (2).

I/ Tout d'abord, plus de vingt ans après la création de l'agenda, les outils adoptés par le Conseil de sécurité sont plus que jamais indispensables face à l'augmentation du nombre de violations des droits des enfants.

Le rapport du Secrétaire général fait état en effet d'une nette augmentation du nombre de

violations en 2017, avec plus de 21.000 cas vérifiés et certaines situations, comme en Afghanistan ou en Somalie, qui demeurent extrêmement préoccupantes.

Certaines évolutions sont toutefois encourageantes - je pense à la séparation des enfants des groupes armés en Colombie, à la signature de nouveaux plans d'action au Mali, en RCA et au Nigeria, et à la libération, au total, de plus de 10.000 enfants-soldats. Ces progrès plaident pour la poursuite des efforts réalisés par ce Conseil et par les acteurs de terrain depuis plus de vingt ans :

i/ Premièrement, le mandat confié à la représentante spéciale du Secrétaire général pour dialoguer avec les parties et obtenir d'elles des engagements concrets, notamment à travers les plans d'action, revêt dans ce contexte une importance primordiale. Ce travail de terrain, mené en étroite coordination avec les équipes de l'ONU dans les pays concernés est certes difficile mais absolument incontournable. Tout comme le mécanisme de surveillance et d'alerte (MRM), il doit rester au coeur de l'agenda.

ii/ Deuxièmement, comme nous l'avions tous souligné lors de la réunion en format Arria au mois de mai dernier, ces plans d'action doivent être complets et viser l'élimination de toutes les violations graves. Leur mise en oeuvre doit également être évaluée à l'aune de toutes ces violations.

iii/ Troisièmement, il est dans cette perspective indispensable de préserver les moyens nécessaires au sein des opérations de maintien de la paix. Les conseillers pour la protection de l'enfance jouent un rôle crucial, comme le montrent chaque année les libérations d'enfants obtenues après les efforts inlassables de la MONUSCO ou encore le rôle central de la MINUSCA dans la signature récente d'un nouveau plan d'action en RCA.

iv/ Nous tenons aussi à saluer le travail de la Suède en tant que présidente du groupe de travail, lequel joue un rôle indispensable.

v/ Enfin, un cadre normatif, un "bloc constitutionnel" pour protéger les enfants, a été bâti et continue d'être étoffé. Nous appelons donc les Etats qui ne l'ont pas encore fait à prendre dès que possible les trois décisions suivantes : ratifier d'abord le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ; endosser ensuite les Principes et engagements de Paris, qui représentent une référence pour tous les acteurs, notamment sur le terrain ; endosser enfin la déclaration sur la sécurité dans les écoles et les principes de Vancouver, qui complètent le socle des Principes de Paris. Ce bloc, dont le contenu est complet et très opérationnel, a vocation à devenir universel.

II/ Dans ce contexte, Monsieur le Président, il est essentiel de renforcer notre action pour mieux protéger les enfants, et cela de la prévention à la réintégration.

Les conflits évoluent, tout comme les méthodes employées par les belligérants. La résolution adoptée aujourd'hui par ce Conseil, sur laquelle la France a travaillé très étroitement avec la Suède et avec tous les membres du Conseil, apporte plusieurs réponses opérationnelles

importantes à ces évolutions. Parmi ces dernières, je retiens notamment six points, qui sont autant d'axes de travail pour le futur :

i/ Premièrement, répondre à la nature transfrontalière des violations commises contre les enfants. Il sera donc essentiel de combattre les violations commises contre les enfants dans les situations de traites et de renforcer le rôle des organisations régionales et sous-régionales.

ii/ Deuxièmement, bâtir une prévention plus efficace, notamment par un travail de sensibilisation et un accès garanti à l'éducation, dans des écoles protégées contre les attaques. L'analyse fine des méthodes de recrutement utilisées par les groupes armés non étatiques et le travail lancé sur les systèmes d'alerte précoce seront également très utiles.

iii/ Troisièmement, renforcer dans la durée les dispositifs de réintégration lorsque les enfants sont libérés. On sait tous que c'est un point essentiel.

iv/ Quatrièmement, mieux prendre en compte les besoins spécifiques des petites filles, notamment pour éviter leur stigmatisation et adopter une approche sexo-spécifique des processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration (DDR).

v/ Cinquièmement, assurer la pleine application des droits des enfants et des normes internationales applicables pour mettre fin à la détention illégale des enfants.

vi/ Enfin, sixième point, renforcer la lutte contre l'impunité, qui est la meilleure des méthodes de prévention, et notamment le rôle de la justice internationale, y compris celui de la Cour pénale internationale.

Au sein de ce Conseil, nous avons aussi le devoir de mieux sensibiliser l'opinion publique. Je propose que nous ayons régulièrement recours aux éléments à la presse et aux déclarations à la presse pour ce faire.

Monsieur le Président,

La protection des enfants et de leurs droits représente non seulement une obligation morale universelle mais aussi l'une des conditions essentielles d'une paix durable. Les enfants incarnent en effet les espoirs de réconciliation et de reconstruction, comme cela a été très bien dit. L'intérêt supérieur de l'enfant doit donc, partout, prévaloir, et la voix des enfants doit être entendue. Leurs droits doivent être respectés. Vous connaissez l'engagement constant et historique de la France pour la protection des enfants dans les conflits armés. Cet engagement est plus que jamais au coeur de nos priorités, au service de notre action collective. Je vous remercie./.